

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence: n°003/2025/TRGP/AIACF

version : 2 date: 03/07/2025

CCTP pour le (ou les) site(s) de ⁽¹⁾ : AIA CF ☒ AIA BX ☐ AIA CP ☐
AIA AB ☐ AIA BR ☐ DC ☐

(1) cocher les cases correspondantes

OBJET

ACHAT DE VIDEO-ENDOSCOPES STANDARDS
POUR L'ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE
DE CLERMONT-FERRAND

Références documentaires éventuelles :

Résumé :

Le présent CCTP décrit les exigences liées à l'achat de 4 vidéo-endoscopes destinés aux inspections de structure cargo sur A400M et inspections moteur.

Entité émettrice: TRGP

Mots-clés : Endoscopes

REDIGE PAR


Émetteur du besoin
(nom, date, visa)

02/09/2025


PILON Fabrice

VERIFIE PAR

Prescripteur
(nom, date, visa)


Prescripteur
Gaëlle BELLiarDO

BELLiarDO Gaëlle

04/09/25

APPROUVE PAR

Sous-directeur
Par délégation
Chef du Département MS
(nom, date, visa)



ICD-HC Philippe DARTIGUES
Chef du Département Moyens de Soutien

DARTIGUES Philippe

5/09/25

Diffusion externe :

Diffusion interne : HAUL


 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	---

Synthèse des évolutions du document

Indice	Date	Paragraphes modifiés	Synthèse et justification de la modification
0	28/04/2025		Edition initiale
1	18/06/2025	§1 et §3.4	Modifications § objet et § exigences métrologiques COL
	23/06/2025	§ 3.7.2	Prise en compte remarque HSCT
	30/06/2025	§ 3.7.3	Prise en compte remarque BMR/ENV
	30/06/2025	§ 3.7.2	Prise en compte remarque DDS
	30/06/2025	§ 3.8	Prise en compte remarque OSSI
	03/07/2025	§ 3.6 et 5	Prise en compte remarque AQF

Table des matières

1. OBJET / CONTEXTE	1
2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE	1
2.1. Documents de référence et à appliquer	1
2.2. Terminologie	1
3. EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES.....	2
3.1. Nature et objectif de la prestation.....	2
3.2. Exigences fonctionnelles	2
3.3. Exigences techniques	3
3.4. Exigences métrologiques.....	5
3.5. Formation des personnels	6
3.6. Exigences concernant la documentation.....	7
3.7. Exigences particulières	7
3.7.1. Exigences HSCT.....	7
3.7.2. Conditions d'accès à l'AIA CF.....	8
3.7.3. Exigences concernant la protection de l'environnement	10
3.7.4. Prévention et maîtrise du risque corps étranger	13
3.8. Exigences concernant la sécurité des systèmes informatiques	14
3.9. Exigences d'assurance de résultats.....	17
3.9.1. Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et d'admission du produit.....	17
3.9.2. Admission des prestations	18
3.10. Conditions de livraison.....	18
3.10.1. Exigences de transport, manutention, préservation et d'emballage	18
3.11. Conditions de garantie	19
4. EXIGENCES DE MANAGEMENT	19
5. EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE.....	20

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	--

1. OBJET / CONTEXTE

L'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont Ferrand réalise la maintenance (entretien, remise en état et révision générale) d'aéronefs et d'équipements des aéronefs de l'Armée de l'Air.

Dans le cadre des visites de maintenance de type C2H, l'Unité de Production Gros Porteurs doit réaliser l'inspection de l'intégralité de la structure du cargo de l'avion A400M.

Pour réaliser ces inspections en limitant les déposes de capitonnages et d'éléments occultant la structure, il est nécessaire d'acquérir 4 endoscopes standards.

De plus ces endoscopes seront utilisés pour effectuer des inspections moteur en phase de mise au point.


2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

2.1. Documents de référence et à appliquer

- X 07-011 : Métrologie – Constat de vérification des moyens de mesure

2.2. Terminologie

CCTP :	Cahier des Clauses Techniques Particulières
AIA CF :	Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand
COL :	Laboratoire de métrologie et d'essais
DMQ :	Département Management de la Qualité
HSCT :	Section prévention des risques professionnels (Hygiène Sécurité et Conditions de Travail)
UP :	Unité production
TRGP :	A400M
Titulaire :	La société titulaire du contrat de la prestation
ZP :	Zone Protégée
OS :	Officier de sécurité
BGA :	Brigade de Gendarmerie de l'Air
PAF :	Poste d'Accueil Filtrage

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="right">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	--	---

3. EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES

3.1. Nature et objectif de la prestation

La prestation due au titre du présent marché comprend :

Poste 1 : Achat d'un ensemble de 4 vidéo-endoscopes

- la fourniture d'un ensemble de 4 vidéo-endoscopes dont les caractéristiques sont données aux paragraphes 3.2 et 3.3

Poste 2: Formation


Formation sur le site de l'AIA CF de 10 techniciens sur :

- L'utilisation de l'ensemble vidéo-endoscope.
- L'utilisation du logiciel associé.

3.2. Exigences fonctionnelles

Les ensembles vidéo-endoscopes devront répondre aux exigences minimales suivantes :

- Plage de température : -25°C à +100°C pour les ensembles sonde/objectif et -20°C à 45°C pour les endoscopes.
- Humidité relative : 95% maximum.
- Étanchéité IP65.
- Alimentation électrique : l'alimentation électrique disponible est de type réseau domestique en régime IT sans neutre distribué 230V 50Hz.
- Alimentation électrique possible via batterie amovible (autonomie supérieure ou égale à 2h). Une batterie de rechange est à fournir.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	--

3.3. Exigences techniques

Chaque ensemble vidéo-endoscope est divisé en 4 parties distinctes, dont les caractéristiques seront détaillées par la suite : la poignée de commande, la sonde, les objectifs, les accessoires.

La mise en œuvre de l'ensemble vidéo-endoscope doit être possible par un seul opérateur.

La poignée de commande devra posséder les caractéristiques suivantes :

- Mémoire interne 4Go ou plus.
- Masse maximale de 2 kg
- La poignée de commande des sondes devra comporter un écran couleur intégré de 5 pouces de diagonale.
- Disposer d'une sortie VGA
- Disposer d'un joystick de commande

Le système vidéo-endoscope doit comprendre un écran LCD couleur d'une taille minimale de 5 pouces où est affiché en temps réel le flux vidéo des sondes.


Il doit aussi :

- Permettre le réglage du contraste et de la luminosité manuel et automatique.
- Être exempt de tout reflet.
- Être conforme aux normes Groupe 1, Catégorie A : EN61326-1

Le système de contrôle de l'image doit permettre l'inversion et la capture d'image, l'insertion de texte et disposer d'un zoom numérique x 5 minimum

La sonde devra posséder les caractéristiques suivantes :

- Diamètre 4 \pm 0.1mm
- Être interchangeable avec d'optionnelles autres sondes de diamètre supérieur.
- La longueur utile d'inspection doit être au minimum de 3 m.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	---


- Etre étanche (supérieur ou égale à 1 bar).
- Etre articulée et contrôlable dans toutes les directions via un joystick.
- Disposer d'une fonction retour en position d'origine.
- Résolution du capteur caméra supérieur ou égal à 250 000 pixels pour la sonde de 4 mm.
- Disposer d'un éclairage LED haute intensité.
- Permettre un béquillage de 160°

Les objectifs devront posséder les caractéristiques suivantes :

- Objectif de précision interchangeable à visée axiale en 4 mm : visée axiale (00°), champ de vision de 120° ±10°, distance de mise au point de 4 mm minimum jusqu'à l'infini.
- Objectif de précision interchangeable à visée radiale en 4 mm : visée radiale (90°), champ de vision de 120° ±10°- distance de mise au point de 6mm minimum jusqu'à l'infini.
- Etre calibrés sur les sondes si nécessaires.
- Disposer d'un système les rendant imperdables.
- Etre fournis avec l'outillage permettant leurs montage/démontage.
- Etre fournis avec une boîte permettant leur stockage

Chaque ensemble vidéo-endoscope doit être livré avec les accessoires suivants :

- Valise de transport intégrant un enrouleur de stockage de la sonde (poids maximum 10 kg) afin de pouvoir être transporté par une seule personne jusqu'à la zone à inspecter sur l'aéronef. La valise sera munie de roulettes et d'une poignée télescopique permettant un roulage aisé du matériel et une limitation du portage de celui-ci.
- Equipements nécessaires à la mise en œuvre (câblage, etc...).
- Un tube de guidage rigide pour sonde 4 m
- Un kit de tout le matériel nécessaire au nettoyage des sondes et objectifs.
- Un chargeur d'accumulateurs ainsi qu'une batterie supplémentaire (autonomie de 4h minimum).
- Une clé USB 8 Go minimum pour assurer le transfert des données.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	---

3.4. Exigences métrologiques

Si les vidéo-endoscopes fournis disposent de fonctions de mesure alors ils devront subir une vérification métrologique initiale avant livraison, ainsi que leur bloc de calibration

Ces vérifications métrologiques sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit démontrer que le système de mesure répond aux spécifications constructeurs en particulier:

- Conformément à la norme X 07-015, les moyens de mesure et étalons utilisés seront raccordés à la chaîne d'étalonnage COFRAC ou à une chaîne équivalente reconnue par l'accord multilatéral de reconnaissance EA.
- Les incertitudes d'étalonnage doivent être compatibles avec les Erreurs Maximales Tolérées requises.

De plus, les personnels chargés des opérations de confirmation métrologiques disposeront des connaissances techniques adaptées et seront formellement qualifiés.

Le titulaire fournira, pour chaque moyen, un constat de vérification conforme au fascicule X 07-011 comprenant:


- Le jugement de conformité aux spécifications.
- Les relevés de mesures effectuées.
- La référence des procédures de vérification utilisées.
- Le rapport de traçabilité des moyens de mesure et étalons utilisés lors de la vérification (liste, date de validité).

Si la mesure est influencée par un traitement informatique, les constats de vérification devront porter la mention de la version du logiciel.

Les documents fournis seront rédigés sur support papier en français ou en anglais et seront datés de moins d'un mois à la date de livraison à l'AIA CF à l'adresse suivante :

Atelier industriel de l'Aéronautique
Service COL
161, Avenue du Brézet
63028 CLERMONT FERRAND Cedex 2

Ces documents seront vérifiés par les représentants du Laboratoire de Métrologie de l'AIA CF.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="right">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
---	--	---

3.5. Formation des personnels

Une formation sera dispensée sur le site de l'AIA CF, après vérifications et contrôles du matériel (cf § 3.9.1 – Poste1), sur la base de la documentation exigée au § 3.6

Elle concernera 10 personnels de l'atelier A400M

Elle comportera :

- Une présentation technique du matériel.
- Un rappel des grandes règles de la vidéo endoscopie.
- Le guide des bonnes pratiques.
- L'utilisation et navigation dans les menus.
- La manipulation sur les applications et conseils d'utilisation.
- La maintenance et nettoyage de 1^{er} niveau.
- La maîtrise du principe de mesure 3D.
- L'utilisation du logiciel de l'endoscope sur PC.

La formation se déroulera dans les locaux de l'AIA CF aux jours et horaires définis en accord avec les personnels de l'unité de production. Elle sera dispensée en français par des personnels de la société retenue.

A l'issue de la formation, les utilisateurs devront être capables d'utiliser l'appareil en autonomie complète.


A l'issue des séances de formation, le titulaire fournira :

- ✓ Les fiches de présence émargées à remettre au bureau formation de l'AIA CF.
- ✓ Une attestation de formation pour chaque stagiaire à remettre au bureau formation de l'AIA CF.
- ✓ Un support de formation pour chaque stagiaire sur support papier et rédigé en langue française.

Au stade de l'offre, le titulaire établira un programme détaillé du contenu de la formation et précisera les éléments suivants :

- ✓ Nature du stage (utilisateurs, maintenance, etc.).
- ✓ Programme du stage.
- ✓ Durée.
- ✓ Besoins matériels pour réaliser la formation (salle, vidéoprojecteur).

La formation sera dispensée dans un délai de 1 mois maximum à compter de la date de livraison des ensembles vidéo endoscope.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence :</p> <p>003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	--

3.6. Exigences concernant la documentation

Lors de la fourniture du matériel, le titulaire devra fournir à l'AIA CF la documentation technique en langue française énoncée ci-dessous :


- Notice d'utilisation sur support papier et informatique au format pdf comprenant notamment les instructions relatives à la mise en service, la manutention, l'installation le montage, la maintenance, ainsi que les précautions et les règles de sécurité à respecter lors de la mise en service.
- Déclaration de conformité conforme à la norme EN9163.
- Déclaration CE de conformité du matériel.
- Marquage de conformité CE, apposé de manière visible et indélébile sur le moyen.
- Constats de vérifications définis conformément au paragraphe 3.4 Exigences métrologiques.
- Support de formation rédigé en langue française.

3.7. Exigences particulières

3.7.1. Exigences HSCT

Cet équipement devra être conforme aux dispositions auxquelles il est assujetti et notamment:

- Quatrième partie - livre troisième - titre premier – "Conception et mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de protection" (Parties Réglementaire et Législative du code du travail).
- De l'arrêté du 20 décembre 2011 relatif aux appareils électriques amovibles et à leurs conditions de raccordement et d'utilisation.
- Du décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 relatif à la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.
- Du décret n° 2015-1084 du 27 août 2015 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
---	--	--

3.7.2. Conditions d'accès à l'AIA CF

L'AIA CF est classée en zone protégée (ZP). L'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer au règlement intérieur, aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur à l'AIA CF et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

L'exécution des travaux n'est autorisée que sous la réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :


- ◆ toute demande d'accès à l'AIA CF fait l'objet d'une enquête administrative et doit avoir recueilli l'accord de l'Officier de Sécurité.

- ◆ demandes d'accès ponctuelles
Toute demande doit respecter les préavis suivants :
pour une personne de nationalité française : 48h
pour un ressortissant de l'Union Européenne : 5 jours
pour un ressortissant hors Union Européenne : 30 jours
Ces demandes sont soumises à une enquête administrative d'une durée de validité de 1 mois.

- ◆ demandes d'accès annuelles
Le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant à l'AIA CF 2 mois avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste.
Cette demande est soumise à une enquête administrative d'une durée de validité de 3 ans maximum et doit être renouvelée à échéance.
Le titulaire devra transmettre les formulaires requis au RSC trois mois avant cette dernière.

- ◆ l'entrée de l'établissement s'effectue exclusivement par le Poste Accueil Filtrage (PAF).
Toute personne doit être en possession d'un badge fourni à l'entrée par le Poste Accueil Filtrage. Le port apparent du badge est obligatoire pour tous, dès l'entrée dans l'AIA CF et pendant tout le temps de présence dans l'emprise. Ce badge est à présenter à chaque réquisition.
Le badge « visiteur » attribué dans le cadre d'une demande d'accès ponctuelle sera obligatoirement rendu au PAF à chaque sortie en échange de la pièce d'identité déposée.


- ◆ les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement :
les interventions peuvent avoir lieu dans les locaux de l'AIA CF les jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h18 à 16h06 et le vendredi de 7h18 à 14h06, et hors périodes

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p>Référence :</p> <p>003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	--

de fermeture de l'établissement (périodes précisées lors de la réunion de lancement du marché).

Une demande de travail en dehors des heures ouvrables (PTHP) devra être formulée vers l'officier de sécurité du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera le nom du personnel AIA responsable et supervisant ces travaux, la liste du personnel, l'horaire et le lieu d'exécution des prestations

- ◆ les véhicules autorisés à pénétrer dans l'emprise doivent être dépourvus de passager à bord. Le conducteur est tenu de marquer l'arrêt à hauteur du PAF pour son identification par l'agent de sécurité confirmé et présenter son badge au contrôle d'accès pour ouverture du dispositif,
- ◆ Le respect de la signalisation routière est impératif à l'intérieur de l'établissement, la circulation est soumise au strict respect des règles du code de la route.
- ◆ aucun mouvement de véhicule n'est autorisé entre 7 h 00 et 7 h 20 et entre 16 h 00 et 16 h 20 du lundi au jeudi et entre 14 h 00 et 14 h 20 le vendredi
- ◆ l'autorisation de stationnement est matérialisée par la remise d'un macaron. Les véhicules autorisés doivent être garés obligatoirement sur les zones de stationnement réservées à cet effet. Les remorques sont interdites (sauf autorisation du Bureau Sécurité).
- ◆ la responsabilité de l'AIA CF ne saurait, en aucun cas, être engagée, si un accident de la circulation survenait à l'intérieur de l'établissement à un membre du titulaire,
- ◆ l'autorisation d'accès et de stationnement avec un véhicule privé peut être retirée à tout moment en cas d'infraction aux règles de circulation du code de la route, pour des raisons de sécurité de défense ou pour non-respect du règlement intérieur de l'AIA CF,
- ◆ interdiction d'utiliser les cars et autres véhicules militaires de l'établissement,
- ◆ interdiction d'introduire dans l'établissement des produits ou objets pouvant présenter un danger pour l'intéressé, son entourage ou les installations (produits toxiques, stupéfiants, matériels électriques, divers outillages personnels, boissons alcoolisées, armes)
- ◆ interdiction de prise de vue (de toute forme) dans l'emprise ou en direction de l'emprise AIA CF.
- ◆ interdiction de quitter les locaux du chantier et de circuler dans l'établissement sans autorisation du responsable de l'exécution du marché; l'accès aux bâtiments non concernés par le chantier est strictement interdit.
- ◆ en application du décret 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif et du décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	--	--

l'interdiction devapoter dans certains lieux à un usage collectif, il est interdit de fumer et de vapoter dans tous les lieux de travail couverts, y compris les bureaux individuels, et les bâtiments de restauration,

- ♦ interdiction d'allumer un feu quelconque et de procéder à des travaux par point chaud (chalumeau et arc électrique notamment) sans demander un permis de feu au service de sécurité de l'établissement,
- ♦ toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Des fouilles peuvent être réalisées par la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) tant dans les véhicules que sur les personnes.
- ♦ l'attention du titulaire est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée s'il provoque un accident ou une détérioration du matériel appartenant à l'AIA CF.
- ♦ le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des vols qui pourraient être commis par ce dernier ainsi que des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Les sous-traitants éventuels du titulaire seront astreints aux mêmes règles et à l'application des mêmes formalités.


Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations et au respect du règlement intérieur se verra refuser l'accès au site. En cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement présentant un risque pour la sûreté du site, l'Officier de Sécurité se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Nota : dans le cadre d'un contrat sensible exécuté dans une zone réservée en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Livraisons : en cas de livraison au titulaire par une entreprise extérieure, le titulaire devra faire connaître au Responsable de Suivi de Contrat la date de livraison et le nom de l'entreprise en charge de la livraison. Les chauffeurs livreurs doivent se présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) dès leur arrivée. Le PAF se charge ensuite de prévenir la Brigade de Gendarmerie de l'Air (BGA) qui appliquera le protocole livreur en vigueur à l'AIA CF. A l'issue, la BGA et le PAF doivent s'assurer de l'accompagnement du chauffeur livreur de l'entrée principale de l'AIA CF à son point de livraison puis jusqu'à sa sortie du site.

3.7.3. Exigences concernant la protection de l'environnement

L'AIA CF est un établissement industriel, du ministère des Armées, certifié ISO 14001 et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par arrêté ministériel du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	--	--

Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant, les activités de conceptions, d'études et la fourniture de matériel.

L'AIACF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis sans préjudice de l'arrêté ministériel d'autorisation cité précédemment ; et en particulier :

- L'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du ministère des Armées.

- Les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux ICPE en exploitation à l'AIACF.

Concernant les matériels objets du présent CCTP :

Le décret n° 2013-988 du 06 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,

Le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques usagés,

Le règlement européen n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 modifié, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone,


Le règlement n° 1907/2006 (REACH) du 18 décembre 2006 modifié et plus particulièrement aux termes de l'article 33 relatif à l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles œuvrés ou manufacturés.

Les emballages seront limités au strict nécessaire à la protection des matériels. Ces emballages seront, dans la mesure du possible, réutilisables ou en matériaux recyclables. Les éléments de calage de type « chips » sont à proscrire.

Concernant les prestations objets du présent CCTP :

Dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14001, le titulaire respectera la politique environnementale, le guide de tri des déchets et les procédures de secteur qui lui seront fournis par le responsable AIACF de suivi de contrat.

Pour cela, avant la mise en route des prestations et dans le cadre du plan de prévention, le responsable de suivi de contrat recensera en compagnie du responsable de l'entreprise sous-traitante, les risques environnementaux encourus, les impacts directs ou potentiels des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	---

Concernant la sensibilisation des personnels pour tous les sites :

Il sera demandé au titulaire de former et sensibiliser son personnel afin de limiter au maximum les nuisances environnementales dans les domaines suivants : air, eau et sol, bruit et vibrations, économies d'énergies, utilisation des Agents Chimiques Dangereux (ACD), tri des déchets, sécurité incendie, notamment :

- **Air**

Pratiquer l'éco conduite des véhicules utilisés sur le site afin de limiter les émissions de gaz d'échappement et maintenir tous les contenants de produit dangereux volatil fermés, afin de diminuer les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

- **Eau et sol**

Le titulaire limitera au strict nécessaire la consommation d'eau potable et ne rejettera pas de produits dangereux dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Tous les fûts et bidons de produits dangereux (y compris les déchets) devront être entreposés sur rétention et hors de portée du réseau d'eau pluviale.

- **Bruit et vibrations**

Le titulaire prendra en compte les contraintes imposées à l'établissement par le titre 7 des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'autorisation du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015: Prévention des nuisances sonores et des vibrations.

- **Economies d'énergies**


Le titulaire devra limiter au strict minimum l'utilisation des installations de chauffage ou de climatisation mises à sa disposition, veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées pendant les périodes de chauffage ou de climatisation et veiller à éteindre les lumières et autres consommateurs d'électricité en fin de vacation.

- **Utilisation des ACD (Agents Chimiques Dangereux)**

Les Agents Chimiques Dangereux (ACD) devront être traités en application du règlement de sécurité RS/CF/101 « Gestion des ACD ». Le titulaire fournira au responsable AIACF de suivi de contrat la fiche de données de sécurité (FDS) de tout ACD utilisé sur le site.

- **Tri des déchets**

Tous les déchets produits sur place devront être triés dans le respect du guide de tri, notamment les corps creux et les biodéchets. L'acheminement par le titulaire vers la déchetterie de l'établissement se fera conformément à la procédure environnement P/CF/ENV/100. L'AIACF se charge de l'évacuation des déchets vers les filières appropriées.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	---

- **Sécurité incendie**

L'obtention d'un permis de feu est impérative avant tous travaux risquant de provoquer un départ d'incendie (soudure, meulage, etc...).

Il appartiendra au responsable AIACF d'informer le titulaire des consignes de sécurité et d'évacuation applicables à la zone de réalisation de la prestation.

3.7.4. Prévention et maîtrise du risque corps étranger


Avant toute intervention, le titulaire doit être sensibilisé à la notion de sécurité des vols, et notamment à la lutte contre les corps étrangers (FOD pour « Foreign Object Damage ») dans les aéronefs et OAE (Organes, Accessoires, Equipements). A cette fin, le responsable AIA CF des travaux procédera à une sensibilisation de l'entreprise extérieure intervenante sur le contenu de la procédure AIA CF P/CF/E/100 - La lutte contre les corps étrangers.

Lors de tous travaux dans un environnement proche d'aéronef ou d'élément d'aéronef, toutes les précautions devront être prises pour qu'aucun élément ne puisse se retrouver en tant que corps étranger dans un aéronef ou un élément d'aéronef.

En cas de suspicion de perte d'un objet dans un aéronef, un OAE, ou leur environnement immédiat, l'intervenant extérieur doit informer immédiatement à l'écrit et à l'oral le responsable de chantier nommé par le titulaire (ou à défaut son suppléant), qui en rendra compte aussitôt au correspondant technique (ou à défaut à son suppléant) désigné par l'AIA CF.

Afin de contribuer à la sécurité des vols en minimisant le risque d'oubli d'un outillage à bord d'un aéronef ou d'un OAE, l'organisation mise en place par le titulaire pour la gestion de ses outillages doit permettre, dans tous les cas, de découvrir au plus tôt l'absence d'un outil et de retrouver celui-ci (rangements et identification des outillages, réalisation d'inventaires quotidiens, et compte rendu en fin de prestation).

Le titulaire devra réaliser un inventaire quotidien de ses outillages. En cas de perte d'outillage, le titulaire devra en rendre compte à l'AIA CF. La procédure AIA CF « La lutte contre les corps étrangers » sera alors déclenchée, et le titulaire devra mener l'inspection des zones dans lesquelles il est intervenu.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
---	---	---

3.8. Exigences concernant la sécurité des systèmes informatiques

Les postes informatiques seront équipés du système d'exploitation Microsoft Windows 10.

Le titulaire fournira :

-L'ensemble des logiciels (avec les setups d'installation), pilotes et système d'exploitation installés sur l'ensemble vidéo endoscope avec licences sur un support adapté.

DROITS :

Les applicatifs installés par le titulaire fonctionneront sur un compte utilisateur restreint aux droits d'un utilisateur standard. Les comptes administrateurs créés par le titulaire seront supprimés au profit d'un nouveau compte administrateur créé par l'AIA.

ANTIVIRUS :

L'AIA installera sur les postes informatiques l'antivirus Trend Micro Office Scan.


L'antivirus sera installé et paramétré pour ne pas déclencher de scan programmé sur la machine et limiter son impact sur l'environnement logiciel mis en place par le titulaire.

L'AIA assurera les mises à jour de cet antivirus.

Les fichiers d'installation de l'antivirus ne pourront PAS être fournis au titulaire (licence SIAE incluse).

Afin de s'assurer que sa présence ne dégrade pas les performances du moyen, l'antivirus pourra être installé sur le poste par l'AIA, à la demande du titulaire, avant réception.

Si l'antivirus ne peut être installé ou présente des dysfonctionnements sur la machine, le titulaire en informera le RSC en précisant les raisons techniques de cette incompatibilité, et fournira en contrepartie, un rapport de scan d'un antivirus non résident, au choix du titulaire, précisant les versions de logiciel antivirus et des bases de signatures utilisées pour le scan.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	---

SUPPORT DE STOCKAGE DE DONNÉES :

Les supports de stockage de données type clé USB etc... sont fournis par le client et restent à sa propriété.

Les supports amovibles font l'objet d'une prise en compte individuelle et sont placés sous la responsabilité du détenteur. Ils sont restitués au départ du détenteur.

Le titulaire s'engage à :

- N'utiliser, sur les matériels du SIAé, que des médias amovibles fournis par le service excepté si une contrainte le justifiant a été acceptée par le donneur d'ordres.
- Effectuer un contrôle d'innocuité de ces médias avant toute connexion sur les matériels.
- Signaler, au plus tôt, tout incident concernant ce type de média.

Ils ne peuvent être mis au rebut ou sortir du site SIAé sans autorisation du donneur d'ordre. Ils ne peuvent être réutilisés à d'autres fins que celles prévues initialement sans l'autorisation expresse du donneur d'ordres.

Leur effacement ou destruction sont de la responsabilité du donneur d'ordres. En fin de vie du support de la prestation, il sera procédé à leur effacement ou leur destruction avec des moyens adaptés visant qu'aucune donnée ne puisse être récupérée.

VALIDITE DES LICENCES :


Le titulaire s'assure de la validité des licences des logiciels qu'il met à disposition de l'acheteur dans le cadre de la prestation.

POLITIQUE DE MOT DE PASSE :

Le titulaire respecte la politique de définition des mots de passe de l'acheteur sur l'ensemble des comptes d'accès utilisateurs aux postes de travail et application logiciel.

MISES A JOUR ET CORRECTIFS DE SECURITE (MCO et MCS) :

Le titulaire effectue une veille sur les mises à jour et les correctifs recommandés par les fournisseurs de solutions matérielles ou logicielles (logiciels système ou applicatifs, logiciels embarqués) pour tous les matériels dont il a la

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	--	--

charge. Il propose annuellement au SIAé les actions de mises à jour ou de correctifs et applique les éléments validés.

Le titulaire devra mettre à jour la documentation avec la liste des mises à jour et des correctifs de sécurité appliqués.

La validation du bon fonctionnement du système se fera conjointement avec les équipes techniques du titulaire.


DOCUMENTATION :

La documentation liée au système informatique devra préciser :

- Les dispositions initiales incluses pour garantir la sécurité informatique des moyens, systèmes, réseaux sur lesquels il sera implanté.
- En cours d'exploitation, les modalités de mise à jour pour pallier les failles de sécurité découvertes par le fournisseur.
- La configuration matérielle et logicielle des postes à la livraison, versions logicielles, numéros de série, numéros de licence, périodes de garantie constructeur.
- Une procédure d'installation et de configuration permettant la réinstallation du système sur un autre poste informatique que celui fourni par le titulaire.
- Les procédures de dépannage d'urgence et de remise en service, restauration des bases de données, restauration images disques.
- La maintenance informatique préventive spécifique à effectuer et sa périodicité (exemple : nettoyage et sauvegarde des bases de données, entretien spécifique des postes informatiques, échange de piles, batteries, mises à jour, purges logicielles).
- Si des stratégies de groupe (GPO) particulières sont à mettre en place pour le fonctionnement des applicatifs avec des droits administrateurs, le titulaire les détaillera dans la documentation et fournira les fichiers POL déployés sur le PC.
- Les caractéristiques détaillées (types de réseau, protocoles de sécurité et d'échanges, configuration et protection, flux, échanges logiciels et de données informatiques) des réseaux utilisés.

RESPECT DES REGLES LIEES AUX SYSTEME D'INFORMATION DU SIAé :

Le titulaire s'engage à informer ces personnels qu'ils doivent se conformer aux règles de protection des système d'information et des information sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôles en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p align="center">Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	--	--

seuls locaux, système d'information et répertoire informatique concerné par le marché.

Pour assurer le respect de la sécurité des systèmes d'information du SIAé. Le donneur d'ordre se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile afin de constater le bon respect des obligations précitées.

INCIDENTS :

Le titulaire s'engage à signaler au donneur d'ordres, au plus tôt, tout incident de sécurité ou anomalies, qu'il serait amené à rencontrer ou observer durant l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

CLAUDE DE CONFIDENTIALITE :

L'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de la défense nationale doivent être protégées et ne peuvent être rendues publiques. Le titulaire engage son personnel à ne divulguer, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'autorité contractante, aucun élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.


3.9. Exigences d'assurance de résultats

3.9.1. Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et d'admission du produit

L'admission sera prononcée après les vérifications et contrôles suivants :

Poste1 :

- ✓ Vérification de la conformité aux spécifications détaillées au chapitre 3.2 Exigences fonctionnelles du présent document.
- ✓ Vérification du bon état et bon fonctionnement du matériel
- ✓ Conformité C.E. des matériels (certificat et marquage) d'origine fabricant,
- ✓ Contrôle des documents métrologiques définis au paragraphe 3.4 Exigences métrologiques.
- ✓ Contrôle de la documentation d'accompagnement précisée au paragraphe 3.6 Exigences concernant la documentation.
- ✓ Contrôle du respect des exigences HSCT définis au paragraphe 3.7 Exigences HSCT.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
---	---	---

✓ Contrôle du respect des exigences informatiques définis au paragraphe 3.8
Exigences concernant la sécurité des systèmes informatiques.

Poste 2 :

- ✓ Réalisation des formations.
- ✓ Fourniture des documents demandés au § 3.5.

3.9.2. Admission des prestations

Pour le poste 1, l'admission sera prononcée par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur à l'issue des vérifications et contrôles listés ci-dessus effectués par l'unité de production A400M assistée par la division métrologie de l'AIA de Clermont-Ferrand COL dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison et après levée de toute non-conformité éventuelle par le titulaire.

Pour le poste 2, l'admission sera prononcée par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur à l'issue des vérifications et contrôles listés ci-dessus effectués par COL dans un délai de 1 mois à compter de la date de remise des attestations individuelles de capacité.

3.10. Conditions de livraison

3.10.1. Exigences de transport, manutention, préservation et d'emballage

L'emballage et la livraison sont à la charge et aux frais du titulaire. Les emballages utilisés permettront de garantir l'intégrité des équipements et leurs caractéristiques métrologiques (transport en colis ou caisses avec calage approprié et protection contre les eaux de ruissellement).


L'ensemble de la fourniture sera livré à l'adresse suivante :

Atelier industriel de l'Aéronautique de Clermont Ferrand

161 avenue du Brézet

63028 Clermont-Ferrand cedex 2

A l'attention du Laboratoire de métrologie COL (Bat 12- Gare 13).

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AÉRONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</p>	<p>Référence : 003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
---	---	---

Les horaires d'ouverture sont :

Du lundi au jeudi : 7 h 30 – 15 h 30

Le vendredi : 7 h 30 – 13 h 30

Fermetures annuelles : semaine entre Noël et Jour de l'an, deux premières semaines d'Août.

Le titulaire est responsable du matériel jusqu'à réception définitive par l'AIA CF.

3.11. Conditions de garantie

Le titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement du matériel pendant une durée de 24 mois à compter de la date de réception. La garantie couvre les pièces, la main d'œuvre, et les déplacements du titulaire ainsi que les frais et risques de port dans le cas où le retour dans les ateliers du titulaire s'avérerait nécessaire.


Le délai de prise en compte au titre de la garantie est fixé à 48 heures (ouvrées) suivant la demande de l'AIA (appel téléphonique confirmé par fax ou courriel).

Le délai maximal de remise en état des matériels sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA après consultation du titulaire. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.

4. EXIGENCES DE MANAGEMENT

Le titulaire doit :

- mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution des prestations,
- désigner un responsable unique pour l'exécution des prestations qui est responsable de la traçabilité des prestations effectuées et pouvoir prouver à tout moment qu'elles ont été réalisées conformément aux exigences du CCTP.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	<p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p>Référence :</p> <p>003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	--

Le titulaire indiquera à l'AIA CF les coordonnées (numéro de téléphone, fax, adresse courriel) de son correspondant destiné à recevoir les éventuelles demandes d'intervention au titre de la garantie.

Systèmes de management

Le respect des exigences qualité est sous la responsabilité du service qualité du titulaire qui est l'interlocuteur privilégié du bureau Assurance Qualité de l'AIA CF.

Le service Qualité du titulaire :

- exerce une surveillance continue de son système par gestion des processus, il mesure l'efficacité de chaque processus et met en place les actions d'amélioration,
- assure le traitement des anomalies, communique ses analyses et ses conclusions à l'AIA CF.

5. EXIGENCES D'ASSURANCE QUALITE

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des ressources humaines et matérielles basées sur un système qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou équivalent.



Le Département du Management de la Qualité de l'AIA CF peut être amené à vérifier des preuves d'assurance qualité ou procédures d'exécution de la prestation, notamment pour des validations techniques ou en cas d'anomalies générées par le titulaire.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il dispose d'un système d'assurance qualité permettant de garantir que la prestation est au moins conforme aux exigences spécifiées dans le présent CCTP.

L'AIA se réserve le droit de procéder aux vérifications qu'il jugera nécessaires sur les prestations confiées au titulaire (enquêtes, audit...).

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du Département du Management de la Qualité ou délégués par le responsable de ce département sur ses sites de production.

Il s'engage également à tenir à leur disposition les preuves d'assurance qualité nécessaires à l'exercice de leur mission.

 <p>MINISTÈRE DES ARMÉES</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p>ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CLERMONT-FD</p>	 <p>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</p>	<p>Référence :</p> <p>003/2025/TRGP/AIACF version : 2 du 03/07/2025</p>
--	---	--

En cours de réalisation du contrat, le titulaire doit prendre en compte les remarques formulées dans les courriers relatifs à l'évaluation du fournisseur établie par le Département DMQ de l'AIA CF. Il met en place les actions correctives nécessaires.

Suite à décision de rejet ou d'ajournement de la prestation, le titulaire doit systématiquement fournir une gamme de reprise ou autre document traçant toute action réalisée pour remise en conformité.

Sur demande de l'AIA CF, le titulaire s'engage à permettre l'accès de l'AIA CF aux zones dont il a la responsabilité pour l'application de vérifications et inspections par les équipes de l'AIA CF.

Le titulaire s'engage à informer le Département du Management de la qualité de toute modification, perte d'agrément ou de certification qualité qui peut l'impacter.

Le titulaire s'engage à déclarer chaque sous-traitant avant le début de son activité.